



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 13 du 24 mai 2013*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 24 mai 2013

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>559</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>559</b>
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>559</b>
Bureau des procédures environnementales.....	559
Arrêté du 7 mai 2013 modifiant l'arrêté du 23 avril 2013 portant déclaration d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation de la déviation de la route départementale 974 à ALLAIN et valant mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols de la commune d'ALLAIN.....	559
Arrêté 54-2012-00096 du 17 mai 2013 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration du syndicat intercommunal à vocation unique de SAINT-NICOLAS-DE-PORT - VARANGEVILLE soumis au régime de la déclaration préalable et prescriptions particulières dérogation « Nickel ».....	559
Arrêté du 21 mai 2013 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST).....	561
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>561</b>
Bureau de l'interministérielle.....	561
Arrêté N° 13.BI.09 du 23 mai 2013 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, Directrice départementale de la protection des populations.....	561
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>563</b>
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....</b>	<b>563</b>
<b>SECRETARIAT GENERAL.....</b>	<b>563</b>
Cellule juridique / Cabinet.....	563
Arrêté n° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 13 mai 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.....	563
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>566</b>
<b>DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>566</b>
Etablissements de santé.....	566
Arrêté ARS N° 2013-0359 du 30 avril 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de NANCY pour l'exercice 2013.....	566
Arrêté ARS N° 2013-0360 du 30 avril 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au SSR FLAVIGNY pour l'exercice 2013.....	567
Arrêté ARS N° 2013-0361 du 30 avril 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Les Rives du Château BLAMONT pour l'exercice 2013.....	567
Arrêté ARS N° 2013-0362 du 30 avril 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi pour l'exercice 2013.....	567
Arrêté ARS N° 2013-0363 du 30 avril 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au COCEE FLAVIGNY pour l'exercice 2013.....	568
Arrêté ARS N° 2013-0364 du 30 avril 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à 3H SANTE pour l'exercice 2013.....	568
Arrêté ARS N° 2013-0393 du 2 mai 2013 fixant la dotation annuelle de financement de l'USLD BLAMONT HL 3H SANTE pour l'exercice 2013.....	569
Arrêté ARS N° 2013-0443 du 21 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2013.....	569
Cellule habitat-santé.....	569
Arrêté N° 298/2013/ARS/DT54 du 18 avril 2013 portant déclaration d'insalubrité remédiable de l'immeuble situé 6, rue Mirabeau - 54310 HOMECOURT.....	569
Arrêté N° 300/2013/ARS/DT54 du 18 avril 2013 portant déclaration d'insalubrité remédiable de l'immeuble situé 8, rue Mirabeau - 54310 HOMECOURT.....	571
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....</b>	<b>572</b>
<b>PREVENTION DES RISQUES.....</b>	<b>572</b>
Arrêté du 25 avril 2013 portant approbation du projet Renforcement de la transformation 225 000/63 000 volts du poste de LANEUVEVILLE.....	572
Arrêté du 3 mai 2013 portant approbation du projet Liaison à 225 000 volts MOULAIN - AUBANGE (tronçon MOULAIN - point frontière).....	572
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>573</b>
Arrêté du 14 mai 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	573
<b>PAIERIE DEPARTEMENTALE DE MEURTHE ET MOSELLE.....</b>	<b>574</b>
Procurateur du 25 avril 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Marianne BIOTEAU, Contrôleur principal.....	574
<b>TRESORERIE DE COLOMBEY-LES-BELLES.....</b>	<b>574</b>
Procurateur du 7 janvier 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs permanents et délégation de signature à Mme Sylviane MARTIN, Agent administratif principal 1re classe.....	574
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>574</b>
<b>AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....</b>	<b>574</b>
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/193 du 3 mai 2013 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de BETTAINVILLERS.....	574
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 224 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CONFLANS-EN-JARNISY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3561.....	575
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 225 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CONFLANS-EN-JARNISY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3430.....	576
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 226 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CONFLANS-EN-JARNISY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3469.....	576
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 227 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3444.....	577
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 228 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3522.....	577
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 229 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LE-ROND - CHARENCY-VEZIN - PETIT-FAILLY - SAINT-JEAN-LES-LONGUYON - MARVILLE (55) - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3512.....	578
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 230 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à PETIT-FAILLY - CHARENCY-VEZIN - VILLERS-LE-ROND - SAINT-JEAN-LES-LONGUYON - MARVILLE (55) - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3519.....	579
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 231 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LAIX - BASLIEUX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3499.....	579
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 232 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LAIX - BASLIEUX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3514.....	580
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 233 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LAIX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3518.....	580
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 234 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CHENIERES - UGNY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3540.....	581
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 235 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BASLIEUX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3542.....	582
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 236 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BELLEAU - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3536582.....	582
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 237 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BELLEAU - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3526583.....	583
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 238 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BEUVEZIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3462.....	583

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 239 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à FRESNOIS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3516.....	584
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 240 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLECEY-SUR-MAD - WAVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3510.....	584
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 241 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CROISMARE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3532.....	585
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 242 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à PIERREPONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3524.....	585
Unité forêt - chasse.....	586
Arrêté n° 144 du 23 avril 2013 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de GONDREVILLE.....	586
Arrêté n° 145 du 23 avril 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1973 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de SAINT-REMIMONT.....	586
Arrêté n° 146 du 23 avril 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 3 septembre 1991 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de MARAINVILLER.....	587
Arrêté n° 147 du 23 avril 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 mars 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de MONTREUX.....	588
Arrêté n° 148 du 23 avril 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de NEUVILLER-LÈS-BADONVILLER.....	589
Arrêté n° 149 du 23 avril 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 25 novembre 1971 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'ANCERVILLER.....	589
Arrêté n° 178 du 23 avril 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 22 septembre 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'IGNEY.....	590
Arrêté n° 179 du 23 avril 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'AVRICOURT.....	591
Arrêté n° 189 du 23 avril 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 9 septembre 1992 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de GONDREVILLE.....	592

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE L'ACTION LOCALE***Bureau des procédures environnementales*

**Arrêté du 7 mai 2013 modifiant l'arrêté du 23 avril 2013 portant déclaration d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation de la déviation de la route départementale 974 à ALLAIN et valant mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols de la commune d'ALLAIN**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment l'article L. 23-1 ;

VU le code rural, et notamment les articles L. 123-24 à L. 123-26 et L. 352-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 avril 2013 portant déclaration d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation de la déviation de la route départementale 974 à Allain et valant mise en compatibilité du POS d'Allain ;

CONSIDÉRANT que les travaux déclarés d'utilité publique sont susceptibles de porter atteintes aux exploitations agricoles et à l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

L'arrêté préfectoral du 23 avril 2013 portant déclaration d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation de la déviation de la route départementale 974 à Allain et valant mise en compatibilité du POS d'Allain est modifié comme suit :

**Article 1er** : Le maître d'ouvrage sera tenu de remédier aux dommages causés aux exploitations agricoles par l'exécution des travaux déclarés d'utilité publique conformément aux dispositions de l'article L. 23-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

**Article 2** : Le présent arrêté modificatif sera affiché dans la commune d'Allain pendant deux mois aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs, et fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, ainsi que le maire de la commune d'Allain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à :

- M. le sous-préfet de Toul ;

- M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 mai 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Arrêté 54-2012-00096 du 17 mai 2013 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration du syndicat intercommunal à vocation unique de SAINT-NICOLAS-DE-PORT - VARANGÉVILLE soumis au régime de la déclaration préalable et prescriptions particulières dérogation « Nickel »**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L214-1 à 11, R214-1 à 214-56 (nomenclature et procédure) et R 211-25 à R211-47 (épandages de boues) ;

VU la directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhin-Meuse approuvé le 27 novembre 2009 ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;

VU le dossier de déclaration « loi sur l'eau » relatif à la modification du plan d'épandage de boues de la station d'épuration de Saint Nicolas de Port - Varangéville, déposé le 04 juillet 2012 par le SIVU de Saint Nicolas de Port - Varangéville ;

VU le récépissé de déclaration relatif à la modification du plan d'épandage de boues de la station d'épuration de Saint Nicolas de Port - Varangéville délivré le 10 juillet 2012 ;

VU la demande de complément du service chargé de la police de l'eau du 21 octobre 2010 ;

VU le complément au dossier de déclaration déposé par le SIVU de Saint Nicolas de Port - Varangéville le 30 août 2012 ;

VU le rapport de la Direction Départementale des Territoires du 25 mars 2013 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques du 11 avril 2013 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

**ARRETE**

**Article 1er** : Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2003 relatif au plan d'épandage initial du SIVU de Saint Nicolas de Port - Varangéville

**Article 2** : OBJET DE LA DEMANDE

Récépissé de déclaration assorti des prescriptions particulières pour dérogation « nickel » est donné au SIVU de Saint Nicolas de Port - Varangéville concernant l'épandage de boues de la station d'épuration de Saint Nicolas de Port - Varangéville.

CARACTERISTIQUES DE LA STATION

Capacité : 12500 équivalents habitants,

Mode de traitement : aération prolongée,

Tonnage annuel maximum de boues : 250 tonnes de matière sèche par an,

Traitement des boues : addition de lait de chaux et égouttage,

Stockage des boues : plateforme située sur la station (capacité 9 mois)

PLAN D'EPANDAGE

Les boues ne pourront être épandues que sur les parcelles identifiées dans le dossier déposé le 04 juillet 2012 par le SIVU de Saint Nicolas de Port - Varangéville.

La liste des parcelles retenues pour l'épandage, les coordonnées Lambert II des points de prélèvement pour analyses de sols, ainsi que le protocole de suivi Nickel sont joints à l'arrêté en annexes.

**Article 3 : LES PRATIQUES D'EPANDAGE**

L'intervalle entre deux apports de boues sera de trois ans minimum.

L'intervalle entre un apport d'effluents d'élevage (fumiers ou lisiers) et boues sera de deux ans minimum.

Une même parcelle ne pourra être incluse dans plusieurs plans d'épandage de stations d'épuration urbaines ou industrielles.

En cas d'épandage sur des parcelles situées en zone vulnérable, les épandages devront être conformes au programme d'action à mettre en œuvre sur les zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricoles.

**Article 4 : LES MODALITES DE SURVEILLANCE****LES BOUES**

Leurs compositions sont conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998.

Les analyses portant sur les valeurs agronomiques sont réalisées dans un délai le plus bref possible avant épandage et tels que les résultats d'analyses soient connus avant la réalisation de l'épandage.

La fréquence de ces analyses, de même que les valeurs limites, sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998. La fréquence imposée, compte tenu du tonnage de matière sèche, est de :

Fréquence des analyses de boues par an	Première année	Année de routine (1)
Valeurs agronomiques	12	6
Eléments traces métalliques (2) (cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc)	8	4
Composés traces organiques	4	2

(1) Ce nombre sera égal au nombre d'analyses réalisées lors de la première année pour les éléments suivants :

- paramètres caractérisant la valeur agronomique : éléments dont les analyses témoignent d'une variabilité élevée (écart de plus de 30% entre la valeur la plus haute et la valeur la plus basse ramenées au taux de matière sèche)
- éléments-traces métalliques et composés traces organiques : éléments dont la teneur lors de la première année ou lors d'une année suivante est supérieure à 75% de la valeur limite correspondante.

(2) Si les boues sont destinées à être épandues sur pâturage, cette fréquence sera appliquée au paramètre Sélénium lors de la première année.

Si l'une de ces analyses révèle une teneur en Sélénium supérieure à 25 mg/kg (ou si une nouvelle source de risque de contamination apparaît), cet élément fera l'objet d'une analyse de routine les années suivantes.

**LES SOLS**

Les sols seront analysés sur chaque point de référence :

- après l'ultime épandage sur la parcelle de référence en cas d'exclusion de celle-ci du périmètre d'épandage ;
- au minimum tous les dix ans.

Ces analyses porteront sur les éléments suivants : Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Zinc et pH.

**LE REGISTRE D'EPANDAGE**

Le producteur de boues tiendra à jour, au cours de la campagne, un registre d'épandage indiquant les caractéristiques des boues et de leur traitement, les dates et parcelles d'épandage, les quantités épandues, les cultures pratiquées et les personnes impliquées dans l'épandage.

Chaque année, une synthèse de ce registre sera communiquée au service chargé de la police de l'eau (Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle) et aux utilisateurs des boues, selon le modèle de l'annexe 6 de l'arrêté du 8 janvier 1998.

Le registre sera conservé par le déclarant pendant une durée de 10 ans.

**PREVISIONNEL ET BILAN AGRONOMIQUE**

Chaque année, l'épandage fera l'objet :

- d'un programme prévisionnel d'épandage, établi conjointement ou en accord avec les utilisateurs définissant les parcelles concernées par la campagne annuelle, les cultures pratiquées et leurs besoins, les préconisations d'emploi des boues, notamment les quantités devant être épandues, le calendrier d'épandage et les parcelles réceptrices ;
- à la fin de chaque campagne annuelle, d'un bilan agronomique de celle-ci, comportant notamment le bilan de fumure, et les analyses réalisées sur les sols et les boues.

Ces documents sont transmis par le producteur de boues au préfet de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 : PROBLEMATIQUE NICKEL**

Les parcelles du tableau 1 présentent des teneurs naturelles en Nickel supérieures à la norme de 50 mg/kg, en conséquence le SIVU de Saint Nicolas de Port - Varangéville met en place un protocole de suivi sur ces parcelles (annexe 2 au présent arrêté).

Parcelles de référence	Parcelles associées	Ban communal des parcelles associées	pH	Teneur en Nickel mg/kg de MS	Teneur en Nickel DTPA mg/kg de MS
03-12	03-02	Burthécourt-aux-Chênes	7.8	60.27	0.30
01-54	01-50	Buissoncourt et Haraucourt	7.9	56.55	0.29

Tableau 1 : Teneur en Nickel des parcelles

Ce protocole a été établi à partir de l'étude réalisée par l'E.N.S.A.I.A. sur la biodisponibilité du nickel, il est conforme au protocole de suivi, pour l'épandage sur les terrains dont la teneur en nickel dépasse les 50 mg/kg, validé par le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France requis sur ce thème.

Les points de prélèvement de référence auront pour coordonnées Lambert II étendu :

Libellé du point	X	Y
03-12	888256	2406107
01-54	893970	2415426

Les échantillons feront l'objet d'une analyse de pH, Nickel total et Nickel disponible DTPA (la quantité de nickel extraite par DTPA ne doit pas être supérieur à 5 mg/kg de MS, le pH ne doit pas être inférieur à 6) et de même un suivi de la qualité des cultures sera mis en place.

**Article 6 : FILIERE ALTERNATIVE**

En cas d'impossibilité d'épandage, les boues seront évacuées vers un centre de stockage de déchets ultimes de classe II ou éliminées par toute voie respectant les textes en vigueur.

**Article 7 : CONVENTIONS**

Les relations entre la collectivité productrice et les exploitants agricoles des parcelles visées par les épandages font l'objet de conventions particulières.

**Article 8 : RECOURS**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- Par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- Par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

**Article 9 : DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 10 : EXECUTION ET PUBLICATION DE L'ARRETE**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, les maires des communes de Lénoncourt, Buissoncourt, Saint-Nicolas-de-Port, Manoncourt-en-Vermois, Ville-en-Vermois, Burthécourt-aux-Chênes, Varangéville, Lupcourt, Haraucourt, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, l'Agence Régionale de Santé – Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera notifiée au SIVU de Saint Nicolas de Port - Varangéville (pétitionnaire) et affiché dans les mairies sus-visées. Copie du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera transmise pour information à l'Organisme indépendant de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 mai 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*Les annexes 1 et 2 sont consultables en préfecture à la Direction de l'action locale - Bureau des procédures environnementales et à la Direction départementale des territoires - Service environnement, eau, biodiversité.*

---

**Arrêté du 21 mai 2013 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique ;  
VU le code général des collectivités territoriales ;  
VU le code de l'environnement ;  
VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 3472 du 11 septembre 2006 modifié portant création du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2012 portant désignation des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques pour une durée de trois ans ;  
VU l'arrêté préfectoral du 22 mars 2013 modifiant la composition de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;  
VU la demande la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle en date du 2 mai 2013 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, fixée par l'arrêté préfectoral du 22 mars 2013 précité, est modifiée comme suit :

3ème groupe - Neuf représentants d'associations agréées de consommateurs, de pêche et de protection de l'environnement, des professionnels et des experts

Trois représentants des professions dont l'activité relève du domaine de compétence du conseil :

- M. Jérémy JENNESON, représentant suppléant de la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle, en remplacement de M. Michel GROJEAN.

Le reste sans changement

**Article 2 :** Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 3 :** Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du conseil et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 mai 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité***Arrêté N° 13.BI.09 du 23 mai 2013 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, Directrice départementale de la protection des populations**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code rural et de la pêche maritime ;  
VU le Code de la santé publique ;  
VU le Code de l'environnement ;  
VU le Code de la consommation ;  
VU le Code du commerce ;  
VU le Code du tourisme ;  
VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions ;  
VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;  
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du Premier Ministre du 1er janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant Mme Catherine BOURGUIGNON dans les fonctions de directrice départementale de la protection des populations ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Délégation de signature est donnée à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations, à l'effet de signer les décisions et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activités énumérés ci-après :

##### Administration générale :

- l'octroi de congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur, et plus généralement, la gestion du personnel dont les changements d'affectation n'entraînant pas de changement de résidence administrative ;
- la fixation du règlement intérieur d'aménagement local du temps de travail et de l'organisation ;
- le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet ;
- les décisions relatives à l'utilisation des crédits de fonctionnement de la direction départementale de la protection des populations ;
- le commissionnement des agents.

##### Décisions individuelles dans les domaines suivants :

###### 1) Santé et identification animales :

- habilitation des vétérinaires sanitaires et vétérinaires mandatés ;
- mesures applicables dans les abattoirs et équarrissages ;
- mesures de police administrative ;
- toute décision concourant à la prévention et à la lutte contre les maladies ;
- fixation du montant d'estimation des cheptels ;
- identification et déplacement des animaux : limitation de mouvements des bovins d'exploitations détenant des animaux ne respectant pas les mesures d'identification réglementaires prévues ;
- autorisation d'euthanasie d'animaux suspects de rage pendant la période de mise sous surveillance.

###### 2) Reproduction animale :

- autorisation sanitaire d'utilisation des reproducteurs bovins en Centre d'Insémination Artificielle ;
- agrément sanitaire des équipes de transplantation et production embryonnaire dans les espèces ovine et caprine ;
- agrément sanitaire des équipes de transplantation et production embryonnaire dans l'espèce bovine ;
- agrément des établissements de pisciculture ou d'aquaculture.

###### 3) Protection animale :

- délivrance des certificats de capacité (animaux domestiques) ;
- délivrance des certificats de capacité au dressage des chiens au mordant ;
- habilitation des formateurs de propriétaires ou détenteurs de chiens dangereux ;
- mesures destinées à réduire la souffrance des animaux gravement malades, blessés ou en état de misère physiologique du fait d'un mauvais traitement ou d'une absence de soin ;
- expérimentation animale :
  - \* remise en liberté d'animaux ;
  - \* octroi de l'autorisation d'expérimenter ;
  - \* recours à un fournisseur occasionnel ;
  - \* octroi de l'agrément des établissements d'expérimenter.
- transport des animaux :
  - \* mesures nécessaires pour épargner toute souffrance aux animaux au cours des transports ;
  - \* autorisation du transporteur de type 1 et 2 ;
  - \* agrément des véhicules de transport des animaux vivants ;
  - \* délivrance du certificat d'aptitude professionnelle pour le transport d'animaux vivants.

###### 4) Garde, cession et rassemblement d'animaux :

- dérogation à l'interdiction de vente d'animaux de compagnie sur des lieux non réservés à cet effet ;
- mesures de nature à faire cesser l'insalubrité de locaux d'élevage d'animaux de compagnie destinés à la vente ou de locaux de vente ou de transit d'animaux de compagnie pouvant comprendre l'interdiction de cession ;
- agréments des négociants, centres de rassemblement et marchés ;
- mises en demeure de remédier au non respect des conditions d'application ;
- octroi et suspension de l'agrément de centres de rassemblement.

###### 5) Hygiène alimentaire :

- destruction, consignation, retrait ou rappel de lots de denrées ou d'animaux ;
- agrément des établissements préparant, traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine ;
- octroi de la patente vétérinaire et médicale ;
- suspension ou retrait de la patente vétérinaire et médicale.

###### 6) Pharmacie vétérinaire :

- agrément pour la préparation extemporanée des aliments médicamenteux.

###### 7) Alimentation animale et sous-produits animaux :

- agrément et enregistrement des établissements d'alimentation animale ;
- enregistrement, autorisation et agrément des établissements du secteur des sous-produits animaux et des produits dérivés ;
- autorisation d'introduction de sous-produits et produits dérivés en provenance d'autres Etats membres de l'Union Européenne.

###### 8) Désinfection :

- ordre d'exécution de mesures de nettoyage et de désinfection préconisées par le vétérinaire sanitaire dans les lieux de rassemblement ouverts au public ;
- ordre d'exécution de mesures de nettoyage et de désinfection préconisées par le vétérinaire sanitaire dans les foires et marchés communaux ;
- interdiction d'utilisation des lieux de rassemblement d'animaux insalubres.

###### 9) Protection de la nature :

- délivrance, suspension, retrait des certificats de capacité ;
- autorisation d'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques ;
- autorisation de transport des espèces de la faune et de la flore sauvages menacés d'extinction.

###### 10) Echanges internationaux :

- agrément et enregistrement des opérateurs pratiquant les échanges intra-communautaires et exportations des animaux vivants, semences et embryons, des produits et sous-produits d'origine animale, des aliments pour animaux, des micro-organismes pathogènes pour les animaux et produits susceptibles de les véhiculer
- agrément des établissements d'importation des poissons, mollusques et crustacés aquatiques vivants ;

###### 11) Répression des fraudes :

- fermeture de tout ou partie d'un établissement ou arrêt d'une ou de plusieurs de ses activités dans le cas de produits présentant ou susceptibles de présenter un danger pour la santé publique ou la sécurité des consommateurs ;

- suspension de la mise sur le marché, retrait, rappel et destruction d'un lot de produits présentant ou susceptible de présenter un danger pour la santé publique ou la sécurité des consommateurs ;
- mise en conformité impossible d'un lot non conforme à la réglementation en vigueur : utilisation à d'autres fins, réexpédition vers le pays d'origine ou destruction des marchandises dans un délai fixé ;
- demande de mise en conformité, dans un délai fixé, d'une prestation de services non conforme à la réglementation en vigueur et suspension d'une prestation de services en cas de danger grave ou immédiat ;
- injonction de faire procéder, dans un délai fixé, à des contrôles par un organisme indépendant et, en cas de non réalisation du contrôle prescrit, réalisation d'office de ce contrôle, en lieu et place du responsable ;

#### 12) Transactions pénales en police judiciaire

**Article 2 :** Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs à l'exception de :

- mesures de nature à faire cesser l'insalubrité de locaux d'élevage d'animaux de compagnie destinés à la vente ou de locaux de vente ou de transit d'animaux de compagnie pouvant comprendre l'interdiction de cession ;
- suspension, retrait des certificats de capacité ;
- autorisation d'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques ;
- fermeture de tout ou partie d'un établissement ou arrêt d'une ou de plusieurs de ses activités dans le cas de produits présentant ou susceptibles de présenter un danger pour la santé publique ou la sécurité des consommateurs ;
- suspension de la mise sur le marché, retrait, rappel et destruction d'un lot de produits présentant ou susceptible de présenter un danger pour la santé publique ou la sécurité des consommateurs ;
- mise en conformité impossible d'un lot non conforme à la réglementation en vigueur : utilisation à d'autres fins, réexpédition vers le pays d'origine ou destruction des marchandises dans un délai fixé ;
- mise en conformité, dans un délai fixé d'une prestation de services non conforme à la réglementation en vigueur et suspension d'une prestation de services en cas de danger grave ou immédiat ;
- injonction de faire procéder, dans un délai fixé, à des contrôles par un organisme indépendant et, en cas de non réalisation du contrôle prescrit, réalisation d'office de ce contrôle, en lieu et place du responsable.

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 3 :** Demeurent réservées à la signature du préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**Article 4 :** L'arrêté préfectoral n°12.BI.45 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations, est abrogé.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale de la protection des populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.  
Nancy, le 23 mai 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

#### SECRETARIAT GENERAL

*Cellule juridique / Cabinet*

**Arrêté n° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 13 mai 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives**

Le Directeur Interdépartemental des Routes - Est,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté portant délégation de signature n° 11.BI.95 du 22 août 2011, pris par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, au profit de Monsieur Georges TEMPEZ, en sa qualité de directeur interdépartemental des routes – Est ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la direction interdépartementale des routes – Est ;

#### ARRETE

**Article 1er :** En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, subdélégation de signature est accordée par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, au profit des agents désignés sous les articles 2 à 6 du présent arrêté, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les décisions suivantes :

Code	Nature des délégations	Textes de référence
	<b>A - Police de la circulation</b>	
	Mesures d'ordre général	
A.1	Interdiction et réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Art. R 411-5 et R 411-9 du CDR
A.2	Police de la circulation (hors autoroute) (hors travaux).	
A.3	Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération.	Art. L 113-2 du code de la voirie routière

	Circulation sur les autoroutes	
A.4	Police de la circulation sur les autoroutes (hors travaux).	Art. R 411-9 du CDR
A.5	Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute.	Art. R 421-2 du CDR
A.6	Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Est, à d'autres services publics ou à des entreprises privées	Art. R 432-7 du CDR
	Signalisation	
A.7	Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique.	Art. R 411-7 du CDR
A.8	Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organisme sans but lucratif.	Art. R 418-3 du CDR
A.9	Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de service.	Art. R 418-5 du CDR
	Mesures portant sur les routes classées à grande circulation	
A.10	Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation.	Art. R 411-4 du CDR
A.11	Avis sur arrêtés du maire pris en application de l'alinéa 2 de l'article R 411-8 du code de la route lorsqu'ils intéressent une route classée à grande circulation.	Art. R 411-8 du CDR
	Barrière de dégel - Circulation sur les ponts - Pollution	
A.12	Établissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel.	Art. R 411-20 du CDR
A.13	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Art. R 422-4 du CDR
	<u>B - Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité</u>	
B.1	Commissionnement des agents de l'équipement habilités à dresser procès verbal pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et certaines contraventions au code de la route.	Art. L 116-1 et s. du code voirie routière, et L.130-4 code route. Arrêté du 15/02/1963
B.2	Répression de la publicité illégale.	Art. R 418-9 du CDR
	<u>C - Gestion du domaine public routier national</u>	
C.1	Permissions de voirie.	Code du domaine de l'État - Article R53
C.2	Permission de voirie : cas particuliers pour : - les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique - les ouvrages de transport et distribution de gaz - les ouvrages de télécommunication - la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement.	Code de la voirie routière – Articles L113.2 à L113.7 et R113.2 à R113.11, Circ. N° 80 du 24/12/66 , Circ. N° 69-11 du 21/01/69 Circ. N° 51 du 09/10/68
C.3	Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé.	Circ. TP N° 46 du 05/06/56 - N° 45 du 27/03/58 , Circ. interministérielle N° 71-79 du 26/07/71 et N° 71-85 du 26/08/71 , Circ. TP N° 62 du 06/05/54 - N° 5 du 12/01/55 - N° 66 du 24/08/60 - N° 60 du 27/06/61 , Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N°5 du 12/01/55, Circ. N°86 du 12/12/60
C.4	Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles.	Circ. N° 50 du 09/10/68
C.5	Dérogations interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales.	Code de la voirie routière – Article R122.5
C.6	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 04/08/48 et Arrêté du 23/12/70
C.7	Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales.	Code de la voirie routière – Articles L112.1 à L 112.7 et R112.1 à R112.3
C.8	Conventions relatives à la traversée du domaine public autoroutier non concédé par une ligne électrique aérienne.	Décret N°56.1425 du 27/12/56 , Circ. N°81-13 du 20/02/81
C.9	Convention de concession des aires de services.	Circ. N°78-108 du 23/08/78 , Circ. N°91-01 du 21/01/91 , Circ. N°2001-17 du 05/03/01
C.10	Convention d'entretien et d'exploitation entre l'Etat et un tiers.	
C.11	Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque.	Art.8 arr. 4 mai 2006
C.12	Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux public, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation.	Article 2044 et suivants du code civil
C.13	Autorisation d'entreprendre les travaux.	Arrêté préfectoral pris en application de la circulaire modifiée n°79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national

	D - Représentation devant les juridictions	
D.1	Coordination et représentation de l'Etat dans les procédures d'expertise judiciaires sur les parties du réseau routier national de leur ressort.	Circulaire du 23 janvier 2007 du Ministère des Transports, de l'Equipeement, du Tourisme et de la Mer
D.2	Actes de plaidoirie et présentation des observations orales prononcées au nom de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale
D.3	Dépôt, en urgence devant le juge administratif, de documents techniques, cartographiques, photographiques, etc., nécessaires à la préservation des intérêts défendus par l'Etat et toutes productions avant clôture d'instruction.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale

**Article 2 :** Subdélégation pleine et entière est consentie pour tous les domaines référencés sous l'article 1 ci-dessus au profit de :

- **Monsieur Antoine VOGRIG**, Directeur adjoint Exploitation,

- **Monsieur Didier OHLMANN**, Directeur adjoint Ingénierie,

**Article 3 :** Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, aux personnes désignées ci-après :

- 1 - **Monsieur Alberto DOS SANTOS**, Chef du Service Politique Routière, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.
- 2 - **Monsieur Philippe LEFRANC**, Chef de la Division d'exploitation de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Metz.
- 3 - **Monsieur Jean SCHLOSSER**, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Besançon.
- 4 - **Monsieur Pierre VEILLERETTE**, chef du Secrétariat général, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1 – C.12 – D.1 – D.2.

**Article 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 3 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes- Est ou, à défaut de cette décision :

- 1 - en remplacement de Monsieur Alberto DOS SANTOS, Chef du Service Politique Routière :
  - \* par **Monsieur XXX (poste vacant)**, Chef-adjoint du Service Politique Routière, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.
- 2 - en remplacement de Monsieur Philippe LEFRANC, Chef de la Division d'exploitation de Metz :
  - \* par **Monsieur Stéphane HEBENSTREIT**, adjoint du chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.
  - \* par **Monsieur Philippe THIRION**, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.
  - \* par **Monsieur Jean SCHLOSSER**, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.
- 3 - en remplacement de Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon :
  - \* par **Monsieur Michel LAURENT**, adjoint du chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.
  - \* par **Monsieur Philippe THIRION**, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.
  - \* par **Monsieur Philippe LEFRANC**, chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.
- 4 - en remplacement de Monsieur Pierre VEILLERETTE, chef du secrétariat général :
  - \* par **Monsieur Xxxx (poste vacant)**, responsable de la cellule des ressources humaines, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1.
  - \* par **Monsieur Frédéric DAVRAINVILLE**, secrétaire général adjoint, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1 – D.1 – D.2 – D.3
  - \* par **Monsieur Philippe REMY**, assistant du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2 – D.3
  - \* par **Madame Florence THOMAS**, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2 – D.3

**Article 5 :** Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, et sur leur territoire de compétence, aux personnes désignées ci-après :

- 1 - **Monsieur XXX (poste vacant)**, Chef du District de Nancy, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- 2 - **Monsieur François HOFF**, Chef du District de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- 3 - **Monsieur Sébastien JEANGEORGES**, Chef du District de Remiremont à compter du 1/10/11, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

**Article 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 5 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes Est ou, à défaut de cette décision :

- 1 - en remplacement de Monsieur XXX (poste vacant), Chef du District de Nancy :
  - \* par **Monsieur Alain MAHLE**, adjoint au chef de district de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par **Monsieur Christophe HUOT-MARCHAND**, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par **Monsieur François HOFF**, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par **Monsieur Sébastien JEANGEORGES**, Chef du District de Remiremont à compter du 1/10/11, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par **Monsieur Jean-Luc NARDIN**, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

- \* par **Monsieur Jean-François BERNAUER-BUSSIER**, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- \* par **Monsieur Bernard SCHMITT**, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- 2 - en remplacement de Monsieur François HOFF, Chef du District de Metz :
  - \* par **Monsieur Philip HAKRANYI**, adjoint au chef de district de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par **Monsieur Christophe HUOT-MARCHAND**, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par **Monsieur Sébastien JEANGEORGES**, Chef du District de Remiremont à compter du 1/10/11, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par **Monsieur XXX (poste vacant)**, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par **Monsieur Jean-Luc NARDIN**, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par **Monsieur Jean-François BERNAUER-BUSSIER**, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par **Monsieur Bernard SCHMITT**, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- 3 - en remplacement de Monsieur Sébastien JEANGEORGES, Chef du District de Remiremont :
  - \* par **Monsieur Reynald BELOT**, adjoint au chef de district de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par **Monsieur Christophe HUOT-MARCHAND**, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par **Monsieur François HOFF**, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par **Monsieur XXX (poste vacant)**, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par **Monsieur Jean-Luc NARDIN**, Chef du District de Mulhouse, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par **Monsieur Jean-François BERNAUER-BUSSIER**, Chef du District de Vitry-le-François, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
  - \* par **Monsieur Bernard SCHMITT**, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

**Article 7 :** Le présent arrêté emporte abrogation de l'arrêté N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 03/12/2012 portant subdélégation de signature, pris par M. Georges TEMPEZ, Directeur de la direction interdépartementale des routes Est.

**Article 8 :** Il est rappelé la décision prise par le Préfet de Meurthe-et-Moselle de se réserver les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**Article 9 :** Le Secrétaire Général de la direction interdépartementale des routes - Est sera chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise au Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle, pour information.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 mai 2013

Le Directeur Interdépartemental des Routes – Est,  
Georges TEMPEZ

## AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

### DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

#### *Etablissements de santé*

**Arrêté ARS N° 2013-0359 du 30 avril 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de NANCY pour l'exercice 2013**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Madame Stéphanie GEYER, Chef de département des Etablissements de Santé ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le montant des ressources d'assurance maladie versées au Centre Psychothérapique de Nancy (n° FINESS juridique : 540000056 et n° FINESS géographique : 540014073) est fixé pour l'année 2013, à l'article 2 du présent arrêté.

**Article 2 :** Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale, est fixé à 82 003 661 €.

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Stéphanie GEYER

---

**Arrêté ARS N° 2013-0360 du 30 avril 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au SSR FLAVIGNY pour l'exercice 2013**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;  
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;  
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;  
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Madame Stéphanie GEYER, Chef de département des Etablissements de Santé ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le montant des ressources d'assurance maladie versées au SSR FLAVIGNY (n° FINESS juridique : 540006707 et n° FINESS géographique : 540000585) est fixé pour l'année 2013, à l'article 2 du présent arrêté.

**Article 2 :** Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F, mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale, est fixé à 4 723 248 €.

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Stéphanie GEYER

---

**Arrêté ARS N° 2013-0361 du 30 avril 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Les Rives du Château BLAMONT pour l'exercice 2013**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;  
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;  
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;  
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Madame Stéphanie GEYER, Chef de département des Etablissements de Santé ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le montant des ressources d'assurance maladie versées au LES RIVES DU CHÂTEAU BLAMONT (n° FINESS juridique : 750721334 et n° FINESS géographique : 540000726) est fixé pour l'année 2013, à l'article 2 du présent arrêté.

**Article 2 :** Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F, mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale, est fixé à 1 791 216€.

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Stéphanie GEYER

---

**Arrêté ARS N° 2013-0362 du 30 avril 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi pour l'exercice 2013**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;  
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;  
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;  
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Madame Stéphanie GEYER, Chef de département des Etablissements de Santé ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le montant des ressources d'assurance maladie versées à l'Association Hospitalière Saint-Eloi (n° FINESS juridique : 540000437 et n° FINESS géographique : 540000858) est fixé pour l'année 2013, à l'article 2 du présent arrêté.

**Article 2 :** Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F, mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale, est fixé à 1 935 422 €.

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Stéphanie GEYER

### Arrêté ARS N° 2013-0363 du 30 avril 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au COCEE FLAVIGNY pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;  
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;  
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;  
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Madame Stéphanie GEYER, Chef de département des Etablissements de Santé ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le montant des ressources d'assurance maladie versées au COCEE FLAVIGNY (n° FINESS juridique : 540006707 et n° FINESS géographique : 540000973) est fixé pour l'année 2013, à l'article 2 du présent arrêté.

**Article 2 :** Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F, mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale, est fixé à 1 686 392€.

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Stéphanie GEYER

### Arrêté ARS N° 2013-0364 du 30 avril 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à 3H SANTE pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;  
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;  
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;  
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;  
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;  
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Madame Stéphanie GEYER, Chef de département des Etablissements de Santé ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le montant des ressources d'assurance maladie versées à 3H SANTE (n° FINESS juridique : 540019007 et n° FINESS géographique : 540000148) est fixé pour l'année 2013, à l'article 2 du présent arrêté.

**Article 2 :** Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F, mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale, est fixé à 2 412 854 €.

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Stéphanie GEYER

---

**Arrêté ARS N° 2013-0393 du 2 mai 2013 fixant la dotation annuelle de financement de l'USLD BLAMONT HL 3H SANTE pour l'exercice 2013**

FINESS JURIDIQUE : 540019007 - FINESS GEOGRAPHIQUE : 540006665

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L. 174-5, L.174-6 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2011-1906 du 20 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 1/2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du entre le sanitaire et le médico-social ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Madame Stéphanie GEYER, Chef de département des Etablissements de Santé ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2013 comme suit :

- U.S.L.D. (D.A.F.) : 1 224 755 €

**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3 :** Le directeur de l'offre de soin et de l'autonomie et le directeur général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Stéphanie GEYER

---

**Arrêté ARS N° 2013-0443 du 21 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2013**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Madame Stéphanie GEYER, Chef de département des Etablissements de Santé ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le montant des ressources d'assurance maladie versées à l'INSTITUT REGIONAL DE READAPTATION (n° FINESS juridique : 540019726 et n° FINESS géographique : 540009701) est fixé pour l'année 2013, à l'article 2 du présent arrêté.

**Article 2 :** Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F, mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale, est fixé à 42 177 026 €.

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Stéphanie GEYER

---

*Cellule habitat-santé*

**Arrêté N° 298/2013/ARS/DT54 du 18 avril 2013 portant déclaration d'insalubrité réparable de l'immeuble situé 6, rue Mirabeau - 54310 HOMECOURT**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1331-26 à L.1331-30, L.1337-4, R.1331-4 à R.1331-11, R.1416-16 à R.1416-21 ;

VU le code de la construction et de l'habitation notamment les articles L.521-1 à L.521-4 et les articles L.541-2 ;

VU le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent ;  
VU l'arrêté du 21 juillet 2009 et ses modificatifs, notamment du 6 juillet 2012 relatif à la composition du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de Meurthe-et-Moselle ;  
VU la circulaire DGS/DGUHC/SD7C/IUH4 n° 293 du 23 juin 2003 relative à la mise à disposition d'une nouvelle grille d'évaluation de l'état des immeubles susceptibles d'être déclarés insalubres ;  
VU les enquêtes sanitaires des services de l'agence régionale de santé du 6 septembre 2012 et 10 octobre 2012 ;  
VU l'avis du 11 avril 2013 du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur la réalité et les causes de l'insalubrité de l'immeuble susvisé et sur la possibilité d'y remédier ;  
CONSIDERANT que l'état de l'immeuble constitue un danger pour la santé et la sécurité des personnes qui l'occupent (ou sont susceptibles de l'occuper), notamment aux motifs suivants :

- Présence excessive d'humidité, occasionnant la prolifération de moisissures, et de nombreux points d'infiltrations et de fuites d'eau, préjudiciables à la santé des occupants ;
- Des dégradations structurelles des bois, solives des planchers et des charpentes de toiture constituant les ossatures porteuses des deux bâtis ;
- Des couvertures tuiles, zingueries et souches de cheminée en état médiocre ;
- Des équipements sanitaires rudimentaires, non étanches, voire hors d'usage ;
- Des installations de chauffage rudimentaires, non sécurisées et non adaptées à la configuration des lieux avec risque d'intoxication au monoxyde de carbone ;
- Une installation électrique rudimentaire et peu sécurisée avec risque d'électrocution et d'incendie ;
- Un système de ventilation non fonctionnel n'assurant pas un renouvellement permanent d'air neuf et une évacuation des gaz viciés ;
- Un système d'évacuation des eaux usées non étanche et défaillant avec risque de contamination ;
- Un système d'évacuation des eaux pluviales non étanche et défaillant ;
- Des escaliers et cages d'escalier vétustes avec risque de chute de personnes ;
- Une détérioration généralisée des revêtements ;
- Une détérioration des fenêtres ;
- Une isolation thermique insuffisante ;
- Un non respect des règles d'hygiène et de sécurité élémentaires ;

CONSIDERANT que le CODERST est d'avis qu'il est possible de remédier à l'insalubrité de l'immeuble ;

#### ARRETE

**Article 1er :** L'immeuble situé 6, rue Mirabeau – 54310 HOMECOURT – référence cadastrale AN 566 – propriété de M. KACEM Abdelatif et Mme FERNANDES Fabienne, épouse KACEM, résidant 92, Route Nationale à TRONVILLE-EN-BARROIS (55310), est déclaré insalubre remédiable.

**Article 2 :** Afin de remédier à l'insalubrité constatée, il appartiendra aux propriétaires mentionnés à l'article 1 de réaliser selon les règles de l'art, et dans le délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté, les mesures ci-après :

- recherche et suppression efficace et durable des sources d'humidité (condensation, infiltrations, fuites) ;
- remise en état et en sécurité des structures portées et porteuses ;
- remise en état des couvertures tuiles, zingueries et souches de cheminée ;
- remise en état/ remplacement des équipements sanitaires ;
- mise en place d'un système de chauffage adapté à la configuration des lieux ;
- mise en conformité de l'installation électrique ;
- mise en place d'un système de ventilation efficace et permanent ;
- remise en état des ouvrages d'évacuation et de traitement des eaux usées ;
- remise en état des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales ;
- remise en état et en sécurité des escaliers et des cages d'escalier ;
- remise en état du mur de séparation avec la propriété voisine, en partie arrière des immeubles ;
- remise en état/remplacement des revêtements intérieurs (murs, sols, plafonds) ;
- remise en état/remplacement des fenêtres détériorées ;
- suppression des ponts thermiques et des déperditions calorifiques ;
- ainsi que toutes mesures propres à rendre le logement conforme à la législation sanitaire en vigueur.

**Article 3 :** En cas de travaux susceptibles d'altérer les matériaux et/ou revêtements (ponçage, abattage de cloisons, intervention sur des matériaux amiantés...), les diagnostics amiante et plomb devront être fournis aux entreprises amenées à intervenir dans l'immeuble.

**Article 4 :** Compte tenu de la nature et de l'importance des désordres constatés, l'immeuble susvisé est interdit à l'habitation à titre temporaire dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du présent arrêté jusqu'à sa mainlevée.

L'immeuble visé ci-dessus ne peut être ni loué, ni mis à la disposition à quelque usage que ce soit, en application de l'article L. 1331-28-2 du code de la santé publique.

Les propriétaires mentionnés à l'article 1 doivent, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté, informer le préfet de l'offre d'hébergement qu'ils ont faite aux occupants pour se conformer à l'obligation prévue à l'article L.521-3-1 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 5 :** La mainlevée du présent arrêté d'insalubrité ne pourra être prononcée qu'après constatation de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites pour la sortie d'insalubrité, par l'autorité compétente.

Les propriétaires mentionnés à l'article 1 tiennent à disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans les règles de l'art.

**Article 6 :** Les propriétaires mentionnés à l'article 1 sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L. 521-1 à L. 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe au présent arrêté.

Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L. 1337-4 du code de la santé publique ainsi que par les articles L. 521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ainsi qu'aux occupants de l'immeuble concerné.

Il sera également affiché à la mairie d'HOMECOURT ainsi que sur la façade de l'immeuble.

**Article 8 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur général de l'agence régionale de santé, le maire d'HOMECOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 9 :** Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques, dont dépend l'immeuble pour chacun des locaux concernés aux frais des propriétaires mentionnés à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Il sera transmis au maire de la commune d'HOMECOURT, au procureur de la république, au directeur départemental des territoires, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement (CAF et MSA), ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

**Article 10 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé (Direction générale de la santé – SD7C – 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY – 5, place

Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Nancy, le 18 avril 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*L'annexe jointe au présent arrêté est consultable à l'ARS – Délégation Territoriale 54 – Cellule habitat santé.*

**Arrêté N° 300/2013/ARS/DT54 du 18 avril 2013 portant déclaration d'insalubrité réparable de l'immeuble situé 8, rue Mirabeau - 54310 HOMECOURT**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1331-26 à L.1331-30, L.1337-4, R.1331-4 à R.1331-11, R.1416-16 à R.1416-21 ;  
VU le code de la construction et de l'habitation notamment les articles L.521-1 à L.521-4 et les articles L.541-2 ;  
VU le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent ;  
VU l'arrêté du 21 juillet 2009 et ses modificatifs, notamment du 6 juillet 2012 relatif à la composition du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de Meurthe-et-Moselle ;  
VU la circulaire DGS/DGUHC/SD7C/IUH4 n° 293 du 23 juin 2003 relative à la mise à disposition d'une nouvelle grille d'évaluation de l'état des immeubles susceptibles d'être déclarés insalubres ;  
VU les enquêtes sanitaires des services de l'agence régionale de santé du 6 septembre 2012 et 10 octobre 2012 ;  
VU l'avis du 11 avril 2013 du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur la réalité et les causes de l'insalubrité de l'immeuble susvisé et sur la possibilité d'y remédier ;  
CONSIDERANT que l'état de l'immeuble constitue un danger pour la santé et la sécurité des personnes qui l'occupent (ou sont susceptibles de l'occuper), notamment aux motifs suivants :  
- Présence excessive d'humidité, occasionnant la prolifération de moisissures, et de nombreux points d'infiltrations et de fuites d'eau, préjudiciables à la santé des occupants ;  
- Des dégradations structurelles des bois, solives des planchers et des charpentes de toiture constituant les ossatures porteuses des deux bâtis ;  
- Des couvertures tuiles, zingueries et souches de cheminée en état médiocre ;  
- Des équipements sanitaires rudimentaires, non étanches, voire hors d'usage ;  
- Des installations de chauffage rudimentaires, non sécurisées et non adaptées à la configuration des lieux avec risque d'intoxication au monoxyde de carbone ;  
- Une installation électrique rudimentaire et peu sécurisée avec risque d'électrocution et d'incendie ;  
- Un système de ventilation non fonctionnel n'assurant pas un renouvellement permanent d'air neuf et une évacuation des gaz viciés ;  
- Un système d'évacuation des eaux usées non étanche et défaillant avec risque de contamination ;  
- Un système d'évacuation des eaux pluviales non étanche et défaillant ;  
- Des escaliers et cages d'escalier vétustes avec risque de chute de personnes ;  
- Une détérioration généralisée des revêtements ;  
- Une détérioration des fenêtres ;  
- Une isolation thermique insuffisante ;  
- Un non respect des règles d'hygiène et de sécurité élémentaires ;  
CONSIDERANT que le CODERST est d'avis qu'il est possible de remédier à l'insalubrité de l'immeuble ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'immeuble situé 8, rue Mirabeau – 54310 HOMECOURT – référence cadastrale AN 565 – propriété de M. KACEM Abdelatif et Mme FERNANDES Fabienne, épouse KACEM, résidant 92, Route Nationale à TRONVILLE-EN-BARROIS (55310), est déclaré insalubre réparable.

**Article 2 :** Afin de remédier à l'insalubrité constatée, il appartiendra aux propriétaires mentionnés à l'article 1 de réaliser selon les règles de l'art, et dans le délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté, les mesures ci-après :

- recherche et suppression efficace et durable des sources d'humidité (condensation, infiltrations, fuites) ;
- remise en état et en sécurité des structures portées et porteuses ;
- remise en état des couvertures tuiles, zingueries et souches de cheminée
- remise en état/ remplacement des équipements sanitaires ;
- mise en place d'un système de chauffage adapté à la configuration des lieux ;
- mise en conformité de l'installation électrique ;
- mise en place d'un système de ventilation efficace et permanent ;
- remise en état des ouvrages d'évacuation et de traitement des eaux usées ;
- remise en état des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales ;
- remise en état et en sécurité des escaliers et des cages d'escalier ;
- remise en état du mur de séparation avec la propriété voisine, en partie arrière des immeubles ;
- remise en état/remplacement des revêtements intérieurs (murs, sols, plafonds) ;
- remise en état/remplacement des fenêtres détériorées ;
- suppression des ponts thermiques et des déperditions calorifiques ;
- ainsi que toutes mesures propres à rendre le logement conforme à la législation sanitaire en vigueur.

**Article 3 :** En cas de travaux susceptibles d'altérer les matériaux et/ou revêtements (ponçage, abattage de cloisons, intervention sur des matériaux amiantés...), les diagnostics amiante et plomb devront être fournis aux entreprises amenées à intervenir dans l'immeuble.

**Article 4 :** Compte tenu de la nature et de l'importance des désordres constatés, l'immeuble susvisé est interdit à l'habitation à titre temporaire dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du présent arrêté jusqu'à sa mainlevée.

L'immeuble visé ci-dessus ne peut être ni loué, ni mis à la disposition à quelque usage que ce soit, en application de l'article L. 1331-28-2 du code de la santé publique.

Les propriétaires mentionnés à l'article 1 doivent, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté, informer le préfet de l'offre d'hébergement qu'ils ont faite aux occupants pour se conformer à l'obligation prévue à l'article L.521-3-1 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 5 :** La mainlevée du présent arrêté d'insalubrité ne pourra être prononcée qu'après constatation de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites pour la sortie d'insalubrité, par l'autorité compétente.

Les propriétaires mentionnés à l'article 1 tiennent à disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans les règles de l'art.

**Article 6 :** Les propriétaires mentionnés à l'article 1 sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L. 521-1 à L. 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe au présent arrêté.

Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L. 1337-4 du code de la santé publique ainsi que par les articles L. 521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ainsi qu'aux occupants de l'immeuble concerné.

Il sera également affiché à la mairie d'HOMECOURT ainsi que sur la façade de l'immeuble.

**Article 8 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur général de l'agence régionale de santé, le maire d'HOMECOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 9 :** Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques, dont dépend l'immeuble pour chacun des locaux concernés aux frais des propriétaires mentionnés à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Il sera transmis au maire de la commune d'HOMECOURT, au procureur de la république, au directeur départemental des territoires, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement (CAF et MSA), ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

**Article 10 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé (Direction générale de la santé – SD7C – 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Nancy, le 18 avril 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*L'annexe jointe au présent arrêté est consultable à l'ARS – Délégation Territoriale 54 – Cellule habitat santé.*

## DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

### PREVENTION DES RISQUES

#### **Arrêté du 25 avril 2013 portant approbation du projet Renforcement de la transformation 225 000/63 000 volts du poste de LANEUEVILLE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'énergie,

VU le décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques,

VU l'arrêté du 23 avril 2012 portant application de l'article 26 du décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011,

VU le dossier déposé le 28 février 2013 par RTE EDF Transport SA pour faire approuver son projet,

VU la délégation de signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle du 1er juin 2012 modifiée,

VU la subdélégation de signature de Mme la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement du 15 mars 2013,

VU les résultats de la consultation lancée le 1er février 2013 en application de l'article 5 du décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 :

- France telecom : réponse du 12/02/2013
- M. le Président du conseil Général : réponse du 28/02/2013
- Direction Départementale des Territoires (e) : réponse du 25/02/2013
- Chambre de Commerce et de l'Industrie :
- Service départemental de l'architecture et du patrimoine : réponse du 25/02/2013
- ERDF - BRIPS :

- Mairie de LANEUEVILLE DEVANT NANCY :

- Communauté Urbaine du Grand Nancy :

VU les observations émises par France télécom,

VU les réponses satisfaisantes apportées par RTE EDF Transport SA le 25 avril 2013,

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de réponse dans le délai imparti, les avis sollicités sont réputés donnés,

#### **ARRETE**

**Article 1er :** Le projet de RTE EDF Transport SA est approuvé, conformément au dossier susvisé, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la mairie de LANEUEVILLE DEVANT NANCY.

**Article 3 :** M. Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine et M. le Maire de la commune de LANEUEVILLE-DEVANT-NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;
- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

La copie conforme de la présente autorisation sera adressée à RTE EDF Transport SA et sa copie à :

- M. le Maire de LANEUEVILLE DEVANT NANCY,

- M. le préfet de Meurthe et Moselle.

Metz, le 25 avril 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la Directrice et par délégation,  
Le Chef du service prévention des risques,  
Thomas AILLERET

#### **Arrêté du 3 mai 2013 portant approbation du projet Liaison à 225 000 volts MOULAIN - AUBANGE (tronçon MOULAIN - point frontière)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'énergie,

VU le décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques,

VU l'arrêté du 23 avril 2012 portant application de l'article 26 du décret n° 2011-1697,

VU le dossier déposé le 27 novembre 2012 par RTE EDF Transport SA pour faire approuver son projet,

VU la délégation de signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle du 1er juin 2012,

VU la subdélégation de signature de Mme la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement du 15 mars 2013,  
VU les résultats de la consultation lancée le 6 décembre 2012 en application des articles 5 et 26 du décret n° 2011-1697 :

- M. le Président du conseil Régional :
  - M. le Président du conseil Général : réponse du 17/12/2012
  - M. le Président de la communauté de communes de l'agglomération de LONGWY :
  - Mairie de CHENIERES :
  - Mairie de COSNES-ET-ROMAIN : réponse du 11/01/2013
  - Mairie de CUTRY : réponse du 11/12/2012
  - Mairie de HAUCOURT-MOULAIN : réponse du 04/02/2013
  - Mairie de LEXY : réponse du 15/01/2013
  - Mairie de MONT-SAINT-MARTIN : réponse du 05/02/2013
  - Chambre de Commerce et de l'Industrie :
  - Chambre des Métiers :
  - Chambre d'Agriculture : réponse du 31/01/2013
  - ARS 54 : réponse du 20/12/2012
  - Direction régionale de l'office national des forêts : réponse du 09/12/2012
  - Direction régionale des affaires culturelles : réponse du 11/12/2012
  - Direction interdépartementales des routes EST : réponse du 31/01/2013
  - Service territorial de l'architecture et du patrimoine : réponse du 14/01/2013
  - Direction Départementale des Territoires (e) : réponse du 31/01/2013
  - Conservatoire des Espaces Naturels Lorrains :
  - GRT gaz : réponse du 19/12/2012
  - SNCF - EVEN Lorraine Nord :
  - France telecom - : réponse du 17/12/2012
  - GrDF - Gaz réseau Distribution France :
- VU les observations émises par :
- Direction interdépartementales des routes EST
  - ARS 54
  - Chambre d'Agriculture
  - Direction régionale des affaires culturelles
  - GRT gaz
  - Mairie de LEXY
  - Mairie de COSNES-ET-ROMAIN
  - Mairie de MONT-SAINT-MARTIN

VU le compte rendu de la réunion du 18 mars 2013 en sous-préfecture de Briey,

VU les réponses satisfaisantes apportées par RTE EDF Transport SA les 5 mars, 26 avril et 3 mai 2013,

VU le plan de contrôle et de surveillance du champ électromagnétique de la liaison joint au dossier de consultation,

VU le rapport de l'APAVE du 11 avril 2013 et les résultats de l'étude de RTE du 3 mai 2013 relatifs au contrôle initiale du champ électromagnétique de la liaison,

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de réponse dans le délai imparti, les avis sollicités sont réputés donnés,

#### ARRETE

**Article 1er :** Le projet de RTE EDF Transport SA est approuvé,

**Article 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les mairies de CHENIERES, COSNES-ET-ROMAIN, CUTRY, MONT-SAINT-MARTIN, HAUCOURT-MOULAIN et LEXY.

**Article 3 :** M. Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine et MM. les maires des communes COSNES-ET-ROMAIN, MONT-SAINT-MARTIN et LEXY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;
- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

La copie conforme de la présente autorisation sera adressée à RTE EDF Transport SA et sa copie à :

- M. le président de la communauté de communes de l'agglomération de LONGWY,
- MM. les maires de CHENIERES, COSNES-ET-ROMAIN, CUTRY, MONT-SAINT-MARTIN, HAUCOURT-MOULAIN et LEXY,
- M. le préfet de Meurthe et Moselle.

Metz, le 3 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la Directrice et par délégation,  
Le Chef du service prévention des risques,  
Thomas AILLERET

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

**Arrêté du 14 mai 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle**

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU

le code général de la propriété des personnes publiques,

le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,

la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,

la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des finances publiques, nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques du département de Meurthe et Moselle à compter du 1er avril 2012,

l'arrêté préfectoral n° 2013 133-0002 du 13 mai 2013 portant délégation de signature de M. Vincent BOUVIER, Préfet du département du Haut-Rhin à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

#### ARRETE

**Article 1er :** En application de l'arrêté préfectoral n° 2013 133-0002 du 13 mai 2013 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Mme Nathalie SAULNIER, Inspecteur divisionnaire,
- M. David de BEAUMONT, inspecteur
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Claudine PAULY, contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWAEALTER, contrôleurs.

**Article 2 :** Le préfet du département du Haut-Rhin et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 14 mai 2013

Pour le Préfet du département du Haut-Rhin et par délégation,  
L'Administrateur général des finances publiques,  
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,  
Noël CLAUDON

---

## PAIERIE DEPARTEMENTALE DE MEURTHE ET MOSELLE

**Procuration du 25 avril 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Marianne BIOTEAU, Contrôleur principal**

Le soussigné Annie ROUILLEAUX, Payeur Départemental de Meurthe-et-Moselle,

### DECLARE

Constituer pour son mandataire spécial et général Mme Marianne BIOTEAU, Contrôleur principal,

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Paierie Départementale de Meurthe-et-Moselle, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction Départementale des Finances Publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Paierie Départementale de Meurthe et Moselle entendant ainsi transmettre à Mme Marianne BIOTEAU tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
Marianne BIOTEAU  
Contrôleur principal

Signature du mandant  
Annie ROUILLEAUX  
Inspecteur divisionnaire

Donner délégation à Mme Marianne BIOTEAU pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire  
Marianne BIOTEAU  
Contrôleur principal

Signature du délégant  
Annie ROUILLEAUX  
Inspecteur divisionnaire

Nancy, le 25 avril 2013

---

## TRESORERIE DE COLOMBEY-LES-BELLES

**Procuration du 7 janvier 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs permanents et délégation de signature à Mme Sylviane MARTIN, Agent administratif principal 1re classe**

Je soussignée Peggy WOLSKI, Comptable de la Trésorerie de Colombey-les-Belles,

### DECLARE

Constituer pour son mandataire spécial et général Mme Sylviane MARTIN, Agent administratif principal 1re classe,

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Colombey-les-Belles, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des Finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Colombey-les-Belles, entendant ainsi transmettre à Mme MARTIN Sylviane, tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
Sylviane MARTIN

Signature du mandant  
Peggy WOLSKI  
Inspecteur

Agent administratif principal 1re classe  
Colombey-les-Belles, le 7 janvier 2013

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

### AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

**Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/193 du 3 mai 2013 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de BETTAINVILLERS**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 avril 2013 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 03 mars 1979 portant institution de l'association foncière de BETTAINVILLERS ;  
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de BETTAINVILLERS, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;  
VU le courrier de réponse en date du 04 avril 2013 du président de l'association foncière de BETTAINVILLERS ;  
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Les statuts de l'association foncière de BETTAINVILLERS sont adoptés d'office.

**Article 2 :** Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de BETTAINVILLERS.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de BETTAINVILLERS ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Briey, le 3 mai 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Christine BOEHLER

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 224 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CONFLANS-EN-JARNISY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3561

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 04/04/2013 par Monsieur SCHUSTER Denis à CONFLANS EN JARNISY concernant 18,78 ha situés à CONFLANS EN JARNISY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation de Madame ENDERS Sophie,  
VU les demandes concurrentes de l'EARL DES COLOMBES et du GAEC de SPAILMAIL,  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,  
CONSIDERANT que la demande d'agrandissement de l'EARL DES COLOMBES relève selon cet article du rang de priorité 2 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO et du fait de l'installation individuelle de Monsieur BOULANGER Loïc),  
CONSIDERANT que les demandes du GAEC de SPAILMAIL et de Monsieur SCHUSTER Denis relèvent selon cet article du rang de priorité 1 (projets d'installation de Monsieur CHARLIER Franck et de Madame ENDERS Sophie),  
CONSIDERANT que la demande de Monsieur BOULANGER Loïc n'est pas soumise à autorisation d'exploiter,

#### DECIDE

**Article 1er :** Monsieur SCHUSTER Denis est autorisé à exploiter 18,78 ha (CONFLANS EN JARNISY parcelles AC 390 - ZD 264-266-268-269-281) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur SCHUSTER Denis.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur SCHUSTER Denis, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de CONFLANS EN JARNISY pour affichage.

Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEGHIN

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 225 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CONFLANS-EN-JARNISY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3430**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/11/2012 par l'EARL DES COLOMBES (Monsieur BOULANGER Eric) à BONCOURT concernant 17,17 ha situés à CONFLANS EN JARNISY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU la demande concurrente du GAEC de SPAILMAIL à BONCOURT et de Monsieur SCHUSTER Denis,  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,  
CONSIDERANT que la demande d'agrandissement de l'EARL DES COLOMBES relève selon cet article du rang de priorité 2 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO et du fait de l'installation individuelle de Monsieur BOULANGER Loïc),  
CONSIDERANT que les demandes du GAEC de SPAILMAIL et de Monsieur SCHUSTER Denis relèvent selon cet article du rang de priorité 1 (projets d'installation de Monsieur CHARLIER Franck et de Madame ENDERS Sophie),  
CONSIDERANT que la demande de Monsieur BOULANGER Loïc n'est pas soumise à autorisation d'exploiter,

**D E C I D E**

**Article 1er** : L'EARL DES COLOMBES, composé de Monsieur BOULANGER Eric, n'est pas autorisé à exploiter 17,17 ha (CONFLANS EN JARNISY parcelles ZD 0266 – 0269 - 0281(0219) objets de la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES COLOMBES (Monsieur BOULANGER Eric).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur BOULANGER Eric, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de CONFLANS EN JARNISY pour affichage.

Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEGHIN

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 226 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CONFLANS-EN-JARNISY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3469**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/01/2013 par le GAEC DE SPAILMAIL (Messieurs Madame CHARLIER Gérard - Evelyne et Jimmy) à BONCOURT concernant 18,78 ha situés à CONFLANS EN JARNISY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation de Monsieur CHARLIER Franck,  
VU la demande concurrente de l'EARL DES COLOMBES et de Monsieur SCHUSTER Denis,  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,  
CONSIDERANT que la demande d'agrandissement de l'EARL DES COLOMBES relève selon cet article du rang de priorité 2 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO et du fait de l'installation individuelle de Monsieur BOULANGER Loïc),  
CONSIDERANT que les demandes du GAEC de SPAILMAIL et de Monsieur SCHUSTER Denis relèvent selon cet article du rang de priorité 1 (projets d'installation de Monsieur CHARLIER Franck et de Madame ENDERS Sophie),  
CONSIDERANT que la demande de Monsieur BOULANGER Loïc n'est pas soumise à autorisation d'exploiter,

**D E C I D E**

**Article 1er** : Le GAEC DE SPAILMAIL, composé de Messieurs Madame CHARLIER Gérard - Evelyne et Jimmy, est autorisé à exploiter 18,78 ha (CONFLANS EN JARNISY parcelles AC 390 - ZD 264-266-268-269-281) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE SPAILMAIL (Messieurs Madame CHARLIER Gérard - Evelyne et Jimmy).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs Madame CHARLIER Gérard - Evelyne et Jimmy, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de CONFLANS EN JARNISY pour affichage.

Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEHIN

---

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 227 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LANEUEVILLE-DEVANT-BAYON - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3444**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/01/2013 par Monsieur BARBEZANT Jean-Paul à LANEUEVILLE DEVANT BAYON concernant 10 ha situés à LANEUEVILLE DEVANT BAYON ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation de son fils,

VU la demande concurrente de la SCEA LA FERME DHG,

VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,

CONSIDERANT que les demandes d'agrandissement de Monsieur BARBEZANT Jean Paul et de la SCEA FERME DHG relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

**D E C I D E**

**Article 1er :** Monsieur BARBEZANT Jean-Paul est autorisé à exploiter 10 ha (LANEUEVILLE DEVANT BAYON parcelle ZB 1 partie) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BARBEZANT Jean-Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur BARBEZANT Jean-Paul, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de LANEUEVILLE DEVANT BAYON pour affichage.

Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEHIN

---

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 228 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LANEUEVILLE-DEVANT-BAYON - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3522**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/03/2013 par SCEA LA FERME DHG (Messieurs BERTRAND Pierre - Hervé et Guy) à LANEUEVILLE DEVANT BAYON concernant 2 ha situés à LANEUEVILLE DEVANT BAYON ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU la demande concurrente de Monsieur BARBEZANT Jean Paul,  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,  
CONSIDERANT que les demandes d'agrandissement de Monsieur BARBEZANT Jean Paul et de la SCEA FERME DHG relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

#### DECIDE

**Article 1er** : La SCEA LA FERME DHG, composée de Messieurs BERTRAND Pierre - Hervé et Guy, est autorisée à exploiter 2 ha (LANEUVEVILLE DEVANT BAYON parcelles ZB 1 partie) conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA LA FERME DHG (Messieurs BERTRAND Pierre - Hervé et Guy).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs BERTRAND Pierre - Hervé et Guy, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de LANEUVEVILLE DEVANT BAYON pour affichage.

Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEGHIN

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 229 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLERS-LE-ROND - CHARENCY-VEZIN - PETIT-FAILLY - SAINT-JEAN-LES-LONGUYON - MARVILLE (55) - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3512

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/01/2013 par l'EARL SAINT DENIS (Monsieur Madame LEMBERT Denis et Odile) à VILLERS LE ROND concernant 89,60 ha situés à VILLERS LE ROND - CHARENCY VEZIN - PETIT FAILLY - SAINT JEAN LES LONGUYON et MARVILLE (55); la motivation et le résultat étant l'agrandissement suite à l'intégration de Monsieur LEROY Christian, exploitant individuel, au sein de l'EARL SAINT DENIS,

VU les demandes concurrentes de l'EARL DE L'OTHAIN en vue de l'installation du fils Monsieur BERTHOLET Sébastien, de Monsieur BADURAUX Julien, de Monsieur SIROT Alain et de Monsieur SZYPERSKI Frédéric (non soumis),

VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,

CONSIDERANT que la demande d'agrandissement de l'EARL SAINT DENIS relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que la demande de l'EARL DE L'OTHAIN relève selon cet article du rang de priorité 1 (projet d'installation de Monsieur BERTHOLET Sébastien),

Considérant que les demandes concurrentes de Monsieur BADURAUX Julien et de Monsieur SIROT Alain ne sont pas soumises à autorisation d'exploiter,

#### DECIDE

**Article 1er** : L'EARL SAINT DENIS, composé de Monsieur Madame LEMBERT Denis et Odile, n'est pas autorisé à exploiter 89,60 ha (CHARENCY VEZIN parcelles YA 0012-0013 – ZI 0015 – PETIT FAILLY parcelle

ZC 0049 – SAINT JEAN LES LONGUYON parcelles ZA 0036-0039-0040-0054-0079-0091-0122 - ZB 0005-0027 - ZB 0050 – VILLERS LE ROND parcelles ZD 0014-0015-0016 – ZH 0006-0007 – ZI 0074-0075 – MARVILLE(55) parcelle ZO 0008) objets de la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL SAINT DENIS (Monsieur Madame LEMBERT Denis et Odile).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur Madame LEMBERT Denis et Odile, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de VILLERS LE ROND - CHARENCY VEZIN - PETIT FAILLY - SAINT JEAN LES LONGUYON et MARVILLE(55) pour affichage.

Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEGHIN

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 230 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à PETIT-FAILLY - CHARENCY-VEZIN - VILLERS-LE-ROUND - SAINT-JEAN-LES-LONGUYON - MARVILLE (55) - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3519**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/04/2013 par l'EARL DE L'OTHAIN (Monsieur Madame BERTHOLET Louis et Evelyne) à VILLERS LE ROND concernant 89,60 ha situés à PETIT FAILLY - CHARENCY VEZIN - VILLERS LE ROND - SAINT JEAN LES LONGUYON et MARVILLE(55) ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur BERTHOLET Sébastien,  
VU les demandes concurrentes de l'EARL SAINT DENIS, de Monsieur BADURAUX Julien, de Monsieur SIROT Alain et de Monsieur SZYPERSKI Frédéric (non soumis),  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,  
CONSIDERANT que la demande d'agrandissement de l'EARL SAINT DENIS relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),  
CONSIDERANT que la demande de l'EARL DE L'OTHAIN relève selon cet article du rang de priorité 1 (projet d'installation de Monsieur BERTHOLET Sébastien),  
Considérant que les demandes concurrentes de Monsieur BADURAUX Julien et de Monsieur SIROT Alain ne sont pas soumises à autorisation d'exploiter,

**DECIDE**

**Article 1er :** L'EARL DE L'OTHAIN, composé de Monsieur Madame BERTHOLET Louis et Evelyne, est autorisé sous réserve de l'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur BERTHOLET Sébastien avant le 31 décembre 2013, à exploiter 89,60 ha (CHARENCY VEZIN parcelles ZH 06-07 - ZI 15 - YA 13 – PETIT FAILLY parcelle ZC 49 – VILLERS LE ROND parcelles ZD 14-15-16 – SAINT JEAN LES LONGUYON parcelles ZA 79 - ZB 27-50 – MARVILLE(55) parcelle ZO 0008) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE L'OTHAIN (Monsieur Madame BERTHOLET Louis et Evelyne).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur Madame BERTHOLET Louis et Evelyne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de PETIT FAILLY - CHARENCY VEZIN - VILLERS LE ROND - SAINT JEAN LES LONGUYON et MARVILLE(55) pour affichage.

Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEGHIN

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 231 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LAIX - BASLIEUX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3499**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 04/02/2013 par le GAEC DU LIMOUSIN (Messieurs CHENUT Daniel et Jean-Marc) à LAIX concernant 24,35 ha situés à LAIX et BASLIEUX ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes de l'EARL DU GRAND NOËL, en vue de l'installation de Monsieur CLAQUART Régis et de Monsieur CORDONNIER Philippe,  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,  
CONSIDERANT que la demande d'agrandissement du GAEC DU LIMOUSIN relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que la demande de l'EARL DU GRAND NOEL relève selon cet article du rang de priorité 1 (projet d'installation de Monsieur CLAQUART Régis),  
CONSIDERANT qu'un des objectifs du contrôle des structures vise à favoriser l'aménagement ou le regroupement parcellaire des exploitations et que la demande de Monsieur CORDONNIER Philippe a été enregistrée en ce sens,

**D E C I D E**

**Article 1er** : Le GAEC DU LIMOUSIN, composé de Messieurs CHENUT Daniel et Jean-Marc, n'est pas autorisé à exploiter 24,35 ha (BASLIEUX parcelles AB 0347 - ZB 0001-0002-0039-0047 - ZD 0014-0018-0024-0037 - ZH 0040-0041-0042 - LAIX parcelles A 1256 - ZC 0027-0028 - ZE 0026) objets de la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU LIMOUSIN (Messieurs CHENUT Daniel et Jean-Marc).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs CHENUT Daniel et Jean-Marc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de LAIX et BASLIEUX pour affichage.

Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEGHIN

---

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 232 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LAIX - BASLIEUX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3514**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/03/2013 par l'EARL DU GRAND NOEL (Monsieur Madame CLAQUART Michel et Brigitte) à BOISMONT concernant 24,35 ha situés à LAIX et BASLIEUX ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur CLAQUART Régis,

VU les demandes concurrentes du GAEC DU LIMOUSIN et de Monsieur CORDONNIER Philippe,

VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,

CONSIDERANT que la demande d'agrandissement du GAEC DU LIMOUSIN relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que la demande de l'EARL DU GRAND NOEL relève selon cet article du rang de priorité 1 (projet d'installation de Monsieur CLAQUART Régis),

CONSIDERANT qu'un des objectifs du contrôle des structures vise à favoriser l'aménagement ou le regroupement parcellaire des exploitations et que la demande de Monsieur CORDONNIER Philippe a été enregistrée en ce sens,

**D E C I D E**

**Article 1er** : L'EARL DU GRAND NOEL, composé de Monsieur Madame CLAQUART Michel et Brigitte, est autorisé sous réserve de l'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur CLAQUART Régis avant le 31 décembre 2013 à exploiter 24,35 ha (BASLIEUX parcelles AB 347 - ZB 1-2-39-47 - ZD 14-18-24-37 - ZH 40-41 - LAIX parcelles AN 1256 - ZC 27-28 - ZE 26) conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU GRAND NOEL (Monsieur Madame CLAQUART Michel et Brigitte).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur Madame CLAQUART Michel et Brigitte, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de LAIX et BASLIEUX pour affichage.

Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEGHIN

---

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 233 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LAIX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3518**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/04/2013 par Monsieur CORDONNIER Claude à LAIX concernant 2,23 ha situés à LAIX ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation de ses 2 fils Florent et Jérôme CORDONNIER,  
VU les demandes concurrentes de l'EARL DU GRAND NOËL, en vue de l'installation de Monsieur CLAQUART Régis et du GAEC DU LIMOUSIN,  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,  
CONSIDERANT que la demande d'agrandissement du GAEC DU LIMOUSIN relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),  
CONSIDERANT que la demande de l'EARL DU GRAND NOËL relève selon cet article du rang de priorité 1 (projet d'installation de Monsieur CLAQUART Régis),  
CONSIDERANT qu'un des objectifs du contrôle des structures vise à favoriser l'aménagement ou le regroupement parcellaire des exploitations et que la demande de Monsieur CORDONNIER Philippe a été enregistrée en ce sens,

#### D E C I D E

**Article 1er :** Monsieur CORDONNIER Claude est autorisé à exploiter 2,23 ha (LAIX parcelles ZC 27-28) conformément à la demande déposée.  
**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CORDONNIER Claude.  
Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.  
**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur CORDONNIER Claude, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de LAIX pour affichage.  
Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEHIN

#### Décision 2013/DDT54/AFC/n° 234 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CHENIERES - UGNY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3540

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/04/2013 par Monsieur PIERSON Jean Paul à CHENIERES concernant 11,77 ha situés à CHENIERES et UGNY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation de son fils Monsieur Julien PIERSON (prévue fin 2013),  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,

#### D E C I D E

**Article 1er :** Monsieur PIERSON Jean Paul est autorisé à exploiter 11,77 ha (CHENIERES parcelle ZH 0110 – UGNY ZE 6-7-8-13) conformément à la demande déposée.  
**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PIERSON Jean Paul.  
Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.  
**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur PIERSON Jean Paul, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de CHENIERES et UGNY pour affichage.  
Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEHIN

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 235 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BASLIEUX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3542**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/04/2013 par l'EARL DU GRAND NOEL (Monsieur et Madame CLAQUART Michel et Brigitte) à BOISMONT concernant 7,08 ha situés à BASLIEUX ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation avec les aides de l'Etat de son fils Régis,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,

**DECIDE**

**Article 1er** : L'EARL DU GRAND NOEL, composé de Monsieur et Madame CLAQUART Michel et Brigitte, est autorisé à exploiter 7,08 ha (BASLIEUX parcelle ZI 049) conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU GRAND NOEL (Monsieur et Madame CLAQUART Michel et Brigitte).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur et Madame CLAQUART Michel et Brigitte, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BASLIEUX pour affichage.

Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEHIN

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 236 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BELLEAU - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3536**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/03/2013 par l'EARL DE LA NATAGNE (Monsieur Madame VAUTRIN Alexandre et Lorraine) à BELLEAU concernant 1,87 ha situés à BELLEAU ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,

**DECIDE**

**Article 1er** : L'EARL DE LA NATAGNE, composé de Monsieur Madame VAUTRIN Alexandre et Lorraine, est autorisé à exploiter 1,87 ha (BELLEAU parcelle A 321) conformément à la demande déposée.

**Article 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE LA NATAGNE (Monsieur Madame VAUTRIN Alexandre et Lorraine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3** : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur Madame VAUTRIN Alexandre et Lorraine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BELLEAU pour affichage.

Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEHIN

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 237 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BELLEAU - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3526**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/03/2013 par l'EARL DU PATURAL (Messieurs Madame TRONCY Christophe - Christelle et PAILLON Guy) à LIXIERES BELLEAU concernant 4,30 ha situés à BELLEAU ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,

**D E C I D E**

**Article 1er :** L'EARL DU PATURAL, composé de Messieurs Madame TRONCY Christophe - Christelle et PAILLON Guy, est autorisé à exploiter 4,30 ha (BELLEAU parcelle Y 29) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU PATURAL (Messieurs Madame TRONCY Christophe - Christelle et PAILLON Guy).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs Madame TRONCY Christophe - Christelle et PAILLON Guy, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BELLEAU pour affichage.

Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,

Le Directeur départemental des territoires,

Pour le Directeur départemental,

Le Directeur adjoint,

Marc MENEGHIN

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 238 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BEUVEZIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3462**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/02/2013 par le GAEC DU VIEUX MOULIN (Messieurs THIRION Francis et Jean-Luc) à BEUVEZIN concernant 2,45 ha situés à BEUVEZIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU la demande concurrente de Monsieur PETITJEAN Gérôme,

VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,

CONSIDERANT que la demande d'agrandissement du GAEC DU GRAND MOULIN relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que la demande de Monsieur PETITJEAN Gérôme relève selon cet article du rang de priorité 1 (demande liée à son projet d'installation),

**D E C I D E**

**Article 1er :** Le GAEC DU VIEUX MOULIN, composé de Messieurs THIRION Francis et Jean-Luc, n'est pas autorisé à exploiter 2,45 ha (BEUVEZIN parcelle ZE 22) objets de la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU VIEUX MOULIN (Messieurs THIRION Francis et Jean-Luc).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs THIRION Francis et Jean-Luc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BEUVEZIN pour affichage.

Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,

Le Directeur départemental des territoires,

Pour le Directeur départemental,

Le Directeur adjoint,

Marc MENEGHIN

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 239 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à FRESNOIS-LA-MONTAGNE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3516**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/03/2013 par la SCEA BRUCHON-FONTAINE (Monsieur Madame NEVEU Damien et Jeanne-Marie) à CHARENCY VEZIN concernant 2,55 ha situés à FRESNOIS LA MONTAGNE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,

**DECIDE**

**Article 1er :** La SCEA BRUCHON-FONTAINE, composée de Monsieur Madame NEVEU Damien et Jeanne-Marie, est autorisée à exploiter -2,55 ha (FRESNOIS LA MONTAGNE parcelles ZM 11-12) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de SCEA BRUCHON-FONTAINE (Monsieur Madame NEVEU Damien et Jeanne-Marie).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur Madame NEVEU Damien et Jeanne-Marie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de FRESNOIS LA MONTAGNE pour affichage.

Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEGHIN

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 240 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VILLECEY-SUR-MAD - WAVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3510**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 19/03/2013 par l'EARL du RUDEMONT (Monsieur RITZ Ludovic) à ARNAVILLE concernant 12,05 ha situés à VILLECEY SUR MAD et WAVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,

**DECIDE**

**Article 1er :** L'EARL du RUDEMONT, composé de Monsieur RITZ Ludovic, est autorisé à exploiter 12,05 ha (VILLECEY SUR MAD parcelle ZB 0069 – WAVILLE parcelle ZB 0015) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL du RUDEMONT (Monsieur RITZ Ludovic).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur RITZ Ludovic, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de VILLECEY SUR MAD et WAVILLE pour affichage.

Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEGHIN

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 241 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CROISMARE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3532**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/04/2013 par le GAEC DE BEAULIEU (Messieurs Madame VUILLEMIN Etienne - Bérengère et Yannick) à MARAINVILLER concernant 25,73 ha situés à CROISMARE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,

**D E C I D E**

**Article 1er :** Le GAEC DE BEAULIEU, composé de Messieurs Madame VUILLEMIN Etienne - Bérengère et Yannick, est autorisé à exploiter 25,73 ha (CROISMARE parcelles AC 27-28-30-32-46-48-49-50-70-73-86-99-102-103-107-110) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE BEAULIEU (Messieurs Madame VUILLEMIN Etienne - Bérengère et Yannick).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs Madame VUILLEMIN Etienne - Bérengère et Yannick, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de CROISMARE pour affichage.

Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,

Le Directeur départemental des territoires,

Pour le Directeur départemental,

Le Directeur adjoint,

Marc MENEGHIN

**Décision 2013/DDT54/AFC/n° 242 du 13 mai 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à PIERREPONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3524**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/04/2013 par Monsieur STREIT Philippe à PIERREPONT; la motivation et le résultat étant le passage d'associé à associé exploitant au sein de la SCEA des CLOCHETTES à PIERREPONT,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie le 18/04/2013 sur la demande précitée,

**D E C I D E**

**Article 1er :** Monsieur STREIT Philippe est autorisé à exploiter, conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur STREIT Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur STREIT Philippe, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 mai 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,

Le Directeur départemental des territoires,

Pour le Directeur départemental,

Le Directeur adjoint,

Marc MENEGHIN

*Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :*

*- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche.*

*L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

*- Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX.*

## Unité forêt - chasse

**Arrêté n° 144 du 23 avril 2013 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de GONDREVILLE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 422-23 et R 422-65 à R 422-68 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la décision préfectorale du 26 mars 1973 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de Gondreville ;

VU la décision motivée adoptée par l'assemblée générale de l'ACCA de Gondreville en date du 14 mai 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Gondreville est modifiée comme suit :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
GONDREVILLE	ZH	1 à 25 - 27 à 35 - 47 à 51 - 58 - 62 à 73 - 75 à 77 - 79 à 80 - 82 à 103

représentant une superficie totale de **115 ha 42 a 49 ca.**

**Article 2** : Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**Article 3** : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Gondreville.

**Article 4** : La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Gondreville sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Gondreville par les soins du maire.

**Article 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le maire de la commune de Gondreville sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Gondreville,
  - M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
  - M. le président de la fédération départementale des chasseurs.
- Nancy, le 23 avril 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEHIN

**Arrêté n° 145 du 23 avril 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1973 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de SAINT-REMIMONT**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1<sup>er</sup> mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Saint-Remimont ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1973 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Saint-Remimont ;

VU la demande de M. GANIER Jean-Paul ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'annexe 1 de l'arrêté du 17 janvier 1973 est abrogée.

**Article 2** : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Saint-Remimont.

**Article 3** : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Saint-Remimont par les soins du maire.

**Article 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de Saint-Remimont sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Saint-Remimont,
  - M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
  - M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
  - M. GANIER Jean-Paul.
- Nancy, le 23 avril 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEHIN

**Annexe I à l'arrêté préfectoral du 23 avril 2013 portant liste des terrains devant être soumis  
à l'action de l'association communale de chasse agréée de Saint-Remimont  
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association**

COMMUNE	SECTION	DÉSIGNATION DES TERRAINS
SAINT-REMIMONT	A B ZB	Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :  <u>M. DIDRY Paul et Joseph (Neuviller-sur-Moselle)</u> 64 à 70 – 73 à 76 – 79 – 104 - 343 389 64 – 66 pour un total de 28 ha 45 a (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë avec la commune de Neuviller-sur-Moselle).
	F ZA	<u>M. GANIER Jean-Paul</u> 1 – 6 – 8 – 10 à 12 – 15 à 17 – 20 à 21 – 713 à 714 57 pour un total de 12 ha 63 a 50 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë avec la commune de Crevéchamps).

**Arrêté n° 146 du 23 avril 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 3 septembre 1991 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de MARAINVILLER**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1<sup>er</sup> mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Marainviller ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 septembre 1991 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Marainviller ;

VU la demande du groupement forestier du Bois l'Abbé représenté par M. Christian BERNEL ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'annexe 1 de l'arrêté du 3 septembre 1991 est abrogée.

**Article 2** : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Marainviller.

**Article 3** : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Marainviller par les soins du maire.

**Article 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de Marainviller sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Marainviller,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. Christian BERNEL, représentant le groupement forestier du Bois l'Abbé.

Nancy, le 23 avril 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEHIN

**Annexe I à l'arrêté préfectoral du 23 avril 2013 portant liste des terrains devant être soumis  
à l'action de l'association communale de chasse agréée de Marainviller  
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association**

COMMUNE	SECTION	DÉSIGNATION DES TERRAINS
MARAINVILLER	B ZC	Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :  <u>M. PERNOT Charles</u> 10 1 pour un total de 44 ha 69 a 75 ca

	A	<u>M. VUILLEMIN Jean</u> 1 – 2 – 13 – 14 – 80 – 101 – 105 – 106 – 108 et 109 pour un total de 64 ha 30 a 00 ca
	A	<u>M. DULAC Gérard</u> 11 – 12 – 15 – 17 – 21 – 22 – 24 à 27 – 30 à 33 - 44 et 207 pour un total de 22 ha 19 a 15 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë avec la commune de CROISMARE)
	ZE	<u>M. CHOFFEL Daniel</u> 75 - 76 – 78 à 80 pour un total de 5 ha 95 a 31 ca (dont 2 ha 50 a en eau)
	ZC ZD	<u>M. HATTON Alain</u> 8 à 10 – 11 à 12 – 18 à 22 6 pour un total de 42 ha 69 a
	B	<u>G.F. du Bois l'Abbé</u> 1 – 2 et 11 pour un total de 101 ha 36 a 49 ca

**Arrêté n° 147 du 23 avril 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 mars 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de MONTREUX**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1<sup>er</sup> mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Montreux ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 1972 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Montreux ;

VU la demande de M. FIEL Hervé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'annexe 1 de l'arrêté du 29 mars 1972 est abrogée.

**Article 2 :** Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Montreux.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Montreux par les soins du maire.

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville et le maire de la commune de Montreux sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Montreux,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. FIEL Hervé.

Nancy, le 23 avril 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENECHIN

**Annexe I à l'arrêté préfectoral du 23 avril 2013 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Montreux**

**Terrains à comprendre dans le territoire de l'association**

COMMUNE	SECTION	DÉSIGNATION DES TERRAINS
MONTREUX	B	Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :  <u>M. FIEL Hervé</u> 31 – 32 pour un total de 33 ha 32 a 89 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë avec les communes de Neuville-lès-Badonviller et d'Ancerville)

**Arrêté n° 148 du 23 avril 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de NEUVILLER-LÈS-BADONVILLER**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;  
 VU les arrêtés ministériels du 1<sup>er</sup> mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Neuviller-lès-Badonviller ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
 VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires ;  
 VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1972 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Neuviller-lès-Badonviller ;  
 VU la demande de M. FIEL Hervé ;  
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'annexe 1 de l'arrêté du 13 juillet 1972 est abrogée.

**Article 2** : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Neuviller-lès-Badonviller.

**Article 3** : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Neuviller-lès-Badonviller par les soins du maire.

**Article 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville et le maire de la commune de Neuviller-lès-Badonviller sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Neuviller-lès-Badonviller,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. FIEL Hervé.

Nancy, le 23 avril 2013

Le Préfet,  
 Pour le Préfet et par délégation,  
 Pour le Directeur départemental,  
 Le Directeur adjoint,  
 Marc MENEHIN

**Annexe I à l'arrêté préfectoral du 23 avril 2013 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Neuviller-lès-Badonviller**  
**Terrains à comprendre dans le territoire de l'association**

COMMUNE	SECTION	DÉSIGNATION DES TERRAINS
NEUVILLER-LÈS-BADONVILLER	A	Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :
		<u>M. GIOVENNI Roger</u> 1 pour un total de 46 ha 58 a
	A	<u>M. FIEL Hervé</u> 2 – 4 – 6 à 8 – 15 à 16 – 21 – 665 à 666 – 671 – 681 pour un total de 7 ha 57 a 30 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë avec les communes de Montreux et d'Ancerviller)

**Arrêté n° 149 du 23 avril 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 25 novembre 1971 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'ANCERVILLER**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;  
 VU les arrêtés ministériels du 1<sup>er</sup> mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune d'Ancerviller ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
 VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires ;  
 VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 1971 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Ancerviller ;  
 VU la demande de M. FIEL Hervé ;  
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Les annexes 1 et 2 de l'arrêté du 25 novembre 1971 sont abrogées.

**Article 2** : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Ancerviller.

**Article 3** : Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du code de l'environnement.

**Article 4** : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune d'Ancerviller par les soins du maire.

**Article 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le maire de la commune d'Ancerviller sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée d'Ancerviller,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. FIEL Hervé.

Nancy, le 23 avril 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEGHIN

**Annexe I à l'arrêté préfectoral du 23 avril 2013 portant liste des terrains devant être soumis  
à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Ancerviller  
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association**

COMMUNE	SECTION	DÉSIGNATION DES TERRAINS
ANCERVILLER	D	Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :  <u>M. HELLUY Joseph</u> 3 à 8 soit au total 200 ha 67 a
	D	<u>M. FIEL Hervé</u> 230 soit au total 51 a 00 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë avec les communes de Neuville-lès-Badonviller et de Montreux)

**Annexe II à l'arrêté préfectoral du 23 avril 2013 portant liste des terrains devant être soumis  
à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Ancerviller**

**Enclaves**

COMMUNE	SECTION	DÉSIGNATION DES TERRAINS	OBSERVATIONS
ANCERVILLER	C	188 à 217 – 237 à 261 – 277 à 341 – 372 à 465	)
	D	2 – 80 à 165 – 10 à 79	) M. HELLUY Joseph,
	E	319 à 385	) enclavant, demande le droit ) de chasse )

**Arrêté n° 178 du 23 avril 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 22 septembre 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'IGNEY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1<sup>er</sup> mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune d'Igney ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 septembre 1972 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Igney ;

VU la demande de M. BERTRAND Claude ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'annexe 1 de l'arrêté du 22 septembre 1972 est abrogée.

**Article 2 :** Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Igney.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune d'Igney par les soins du maire.

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le maire de la commune d'Igney sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée d'Igney,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. BERTRAND Claude.

Nancy, le 23 avril 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENECHIN

**Annexe I à l'arrêté préfectoral du 23 avril 2013 portant liste des terrains devant être soumis  
à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Igney**

**Terrains à comprendre dans le territoire de l'association**

COMMUNE	SECTION	DÉSIGNATION DES TERRAINS
IGNEY	A	Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :
		<u>Commune</u> 307 à 309 pour un total de 42 ha
	ZA	<u>M. BERTRAND Claude</u> 4 à 7 pour un total de 4 ha 48 a 63 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë sur les communes de Leintrey, Avricourt et Amenoncourt)

**Arrêté n° 179 du 23 avril 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'AVRICOURT**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1<sup>er</sup> mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune d'Avricourt ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Avricourt ;

VU la demande de M. BERTRAND Claude ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2012 est abrogée.

**Article 2 :** Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Avricourt.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune d'Avricourt par les soins du maire.

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 5 :** le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le maire de la commune d'Avricourt sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée d'Avricourt,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. BERTRAND Claude.

Nancy, le 23 avril 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENECHIN

**Annexe I à l'arrêté préfectoral du 23 avril 2013 portant liste des terrains devant être soumis  
à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Avricourt**

**Terrains à comprendre dans le territoire de l'association**

COMMUNE	SECTION	DÉSIGNATION DES TERRAINS
AVRICOURT		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :
	C	<u>M. VON JOEST Karl (Allemagne)</u> Groupement Forestier de la Baronne 5 à 10 pour un total de 21 ha 54 a (partie d'un ensemble de plus de 40 ha ; le reste sur le département de la Moselle)
	B	<u>M. BERTRAND Claude</u> 121 à 123
	C	3 – 4
	ZB	1 à 5 – 11 à 13 – 64 à 66 pour un total de 24 ha 41 a 88 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë sur les communes de Leintrey, Igney et Amenoncourt)

**Arrêté n° 189 du 23 avril 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 9 septembre 1992 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de GONDREVILLE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1<sup>er</sup> mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Gondreville ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BL.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 1992 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Gondreville ;

VU les demandes du G.F.A. de la ferme du fays représenté par MM. HECHON Jacques et Michel, de M. GERARDIN Philippe, de M. MANGIN Jean-Sylvestre et de M. HERAK Gilles ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Les annexes 1 et 2 de l'arrêté du 9 septembre 1992 sont abrogées.

**Article 2 :** Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du Code de l'Environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Gondreville.

**Article 3 :** Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du code de l'environnement.

**Article 4 :** Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Gondreville par les soins du maire.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul, le maire de la commune de Gondreville sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Gondreville,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- MM. HECHON Jacques et Michel gérants du G.F.A. de la ferme du Fays, M. GERARDIN Philippe, M. MANGIN Jean-Sylvestre et M. HERAK Gilles.

Nancy, le 23 avril 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Directeur adjoint,  
Marc MENEHIN

**Annexe I à l'arrêté préfectoral du 23 avril 2013 portant liste des terrains devant être soumis  
à l'action de l'association communale de chasse agréée de Gondreville  
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association**

COMMUNE	SECTION	DÉSIGNATION DES TERRAINS
GONDREVILLE		<p>Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :</p> <p><u>G.F.A. de la Ferme du FAYS</u>  10 à 14  46 - 106  10 - 12 - 33 à 35  15 à 21  soit un total de 179 ha 76 a 72 ca</p> <p><u>S.C.E.A. du Domaine de Charmois</u>  24 - 26  2  836 à 843  soit un total de 69 ha 29 a 70 ca</p> <p><u>M. GERARDIN Philippe</u>  1123 - 1127 - 1142 - 1144  2  soit un total de 51 ha 14 a 54 ca</p> <p><u>M. MANGIN Jean-Sylvestre</u>  6 - 10 à 15 - 18 à 20  50 - 77  soit un total de 54 ha 51 a 98 ca</p> <p><u>par délibération du bureau en 1986</u>  1 à 18  soit un total de 7 ha 00 a</p> <p><u>M. HERAK Gilles</u>  100 - 114 (étang)  soit un total de 5 ha 04 a 99 ca</p>
	D	
	ZH	
	ZI	
	ZK	
	ZD	
	ZL	
	F	
	F	
	ZD	
	ZD	
	ZE	
	AP	
	AT	

**Annexe II à l'arrêté préfectoral du 23 avril 2013 portant liste des terrains devant être soumis  
à l'action de l'association communale de chasse agréée de Gondreville  
Enclaves**

COMMUNE	SECTION	DÉSIGNATION DES TERRAINS	OBSERVATIONS
GONDREVILLE	ZD ZE	7 - 8 - 9 - 21 - 22 - 23 48 - 49 - 76 soit un total de 8 ha 91 a 58 ca	

